

22 novembre 2000 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, à la télévision croate HTR, le 22 novembre 2000, sur le sommet de Zagreb, les relations entre l'Union européenne et les pays des Balkans, l'accord de stabilisation et d'association entre l'Union européenne et les pays de la région, la question du Kosovo, le tribunal pénal international et les relations de l'UE avec la Russie de Vladimir Poutine.

QUESTION - Monsieur le Président, le sommet de Zagreb, c'est votre idée. Vous l'avez formulée pour la première fois à Paris, au mois de mai de cette année, lors de la visite du Président croate en France. Depuis, on a eu les élections démocratiques en Serbie. Dans cette nouvelle perspective, votre idée d'un sommet à Zagreb a-t-elle toujours le même sens ?

LE PRÉSIDENT - D'abord, je voudrais effectivement confirmer que c'est le Président MESIC et moi qui, parlant de l'évolution des Balkans à Paris au mois de mai dernier, lors de sa visite officielle, avons évoqué l'idée d'un sommet sur cette région et sa vocation européenne. Et nous avons effectivement élaboré l'idée d'une rencontre et indiqué que cette rencontre aurait pu se tenir à Zagreb. C'est ce que nous allons faire.

Je pense que c'est en quelque sorte un tournant de l'évolution de l'histoire à la fois de l'Europe et de cette région européenne des Balkans. L'évolution, je dirai, vers la démocratie que l'on a enregistrée à Belgrade donne encore plus d'importance et d'ampleur à ce sommet puisque c'est également un pas fait vers un régime démocratique qui est à la base même de toute évolution, je dirai, pacifique, conforme au respect des Droits de l'Homme, aux temps modernes, au développement économique et social pour l'ensemble des pays de cette région.

QUESTION - Vous avez utilisé le mot Balkans qui, parfois, en Croatie, provoque des émotions exagérées. L'opinion publique en Croatie est partagée sur ce sommet à Zagreb. Les uns prétendent que l'on va nous repousser dans une nouvelle association balkanique et les autres promettent que ce sommet raccourcira le chemin de la Croatie vers les associations européennes. Qui a raison, Monsieur le Président ?

LE PRÉSIDENT - Ce sont évidemment les seconds. Il ne s'agit en aucun cas de reconstituer une sorte d'ensemble balkanique. Il s'agit de reconstituer ou de constituer une Europe. Une Europe pacifique, une Europe démocratique, une Europe qui se développe, une Europe respectueuse de tous. L'Europe a été longtemps partagée. L'origine de cette évolution, c'est la chute du mur de Berlin, qui a tout permis et qui notamment a permis de s'engager de façon déterminée sur la voie d'une grande Europe pacifique et démocratique. C'est ça notre objectif. A partir de là, l'Europe, l'Union européenne souhaite renforcer ses liens avec chacun des pays qui souhaitent faire des réformes pour leur développement, enraciner la démocratie, avoir un comportement pacifique, donc un comportement réconcilié avec leur environnement international. C'est cette voie que nous voulons emprunter. Si bien que les seconds ont évidemment raison.

... que nous restons impliqués en ce que les décisions ont effectivement raison...

QUESTION -Donc, ce serait au niveau individuel, cela dépend de chaque pays si j'ai bien compris.

LE PRESIDENT - Cela dépendra naturellement de chaque pays. D'ailleurs la preuve en est que nous avons des processus de renforcement des liens, de renforcement, petit à petit, des liens entre l'Union européenne et chacun de ces pays qui se traduisent par la signature d'accords entre l'Union européenne et chacun des pays. C'est ainsi que nous allons, à Zagreb, achever le processus pour la Macédoine en signant l'accord de stabilisation et d'association entre la Macédoine et l'Union européenne et que nous allons ouvrir ce processus avec la Croatie, qui s'est résolument engagée sur la voie de la démocratie à l'occasion des dernières élections. Et donc, avec la Croatie, s'engage un processus dit d'association et de stabilisation, et d'accord de stabilisation et d'association, qui est un accord entre l'Union européenne et la Croatie, pas la région. La Croatie qui, si j'ose dire, prend de l'avance.

Mais l'ambition générale, l'idée générale, pour l'ensemble de cette région, peut-être ai-je eu tort d'utiliser le terme Balkans qui n'a probablement pas le même sens dans l'esprit des habitants de la Croatie ou des pays qui l'entourent et à Paris, il n'y a aucune arrière pensée dans mon propos, c'est un accord qui doit permettre à chacun des pays de cette région, engagé sur la voie de la démocratie, de la paix, du respect des Droits de l'Homme, de la réconciliation avec leur environnement, de renforcer les liens avec l'Union européenne. L'objectif, certes à un certain terme, c'est que chacun des ces pays puisse individuellement adhérer à l'Union européenne. Alors, cela suppose naturellement des réformes, des évolutions, la certitude de l'enracinement de la démocratie, mais c'est cela l'objectif et donc ça intéresse chacun des pays, en particulier.

QUESTION - On est content de savoir que finalement la Macédoine va signer l'accord et que la Croatie va commencer. Maintenant, si vous me le permettez, concernant les Balkans, il y a beaucoup d'exagération chez nous des deux côtés. C'est un terme géographique que personne ne peut nier. Donc, vous n'avez pas eu tort de l'utiliser, parce tout ce qui est en dessous de la rivière Save, ce sont les Balkans.

LE PRESIDENT - Mon propos était purement géographique et n'avait aucune connotation politique ou historique. C'était purement géographique.

QUESTION - J'ai bien compris, c'est pour cela que je me suis permise de donner une explication pour les téléspectateurs de la télévision croate qui sont sensibilisés à cause de la guerre. M. le Président, après le sommet de Zagreb, vous voyagez en Grèce, et, après, au Kosovo.

LE PRESIDENT - Je voudrais, si vous me le permettez, revenir quand même sur le sommet de Zagreb, parce qu'il a pour moi une importance historique. C'est pour ces pays la possibilité de renforcer leurs liens avec l'Union européenne, avec tout ce que cela implique, je le répète, chacun dans sa propre responsabilité. Cela suppose des efforts de part et d'autre.

Cela suppose de la part de l'Union européenne des efforts d'ouverture, tendre la main. Ceci se traduisant par un certain nombre de décisions qui seront prises ou confirmées à Zagreb, sur le plan financier, puisque nous confirmerons qu'une aide de l'Union européenne à ces pays de près de 5 milliards d'euros, ce qui représente quand même beaucoup d'argent, sur cinq ans, sera apportée, ce qui est une première. Dans le même esprit, l'Union européenne acceptera des préférences commerciales asymétriques, c'est-à-dire d'ouvrir ses portes aux produits en provenance de ces pays, notamment de la Croatie, ce qui n'était pas jusqu'ici le cas, pour donner une impulsion au développement économique de ces pays.

Donc, c'est à la fois des mesures financières, des mesures commerciales, des mesures politiques, avec l'ouverture pour la Croatie de la négociation sur l'accord de stabilisation et d'association.

C'est donc, si vous voulez, de la part des européens, un effort important d'ouverture, d'amitié.

C'est de la part de chacun de ces pays, au niveau où il le souhaitera, également un effort important, car il s'agit d'abord d'accepter les contraintes de la démocratie. On peut dire que c'est fait en Croatie, mais ce n'est pas vrai encore partout au même niveau. Cela veut dire accepter de sortir d'une espèce de moyen-âge économique pour permettre le développement de l'économie, donc de la richesse, donc du progrès social, selon des normes démocratiques. Cela veut dire un effort de chacun de ces pays pour mieux comprendre l'autre et le règlement de tout une série de

problèmes, qui ont parfois des origines historiques, sur les frontières, sur les minorités, sur les réfugiés, le retour des réfugiés dans leur pays. Chacun de ces pays devra, dans ce domaine de la réconciliation, qui est une nécessité si on veut la stabilité, la paix et le développement économique et le bonheur des hommes, consentir un effort important.

Donc, si vous voulez, ce sont des efforts faits de part et d'autre mais dont l'objectif est le bonheur des hommes. C'est le refus de la guerre, c'est le refus de la misère et, de ce point de vue, c'est une évolution, je le répète, historique qui s'engagera au sommet de Zagreb, qui restera dans l'Histoire. Et je souhaite que les suites soient aussi bonnes que permettent de l'escompter les efforts et les progrès déjà réalisés par certains de ces pays. En Croatie, c'est évident, en Macédoine aussi. En Bosnie, il vient d'y avoir des élections, elles ont eu lieu et elles ne sont pas contestées.

QUESTION - Les nationalistes l'ont emporté.

LE PRESIDENT - Certes, certes, mais enfin il y a tout de même eu des élections et à Belgrade il y a les évolutions que vous savez.

QUESTION - Vous irez au Kosovo après votre visite en Grèce. Quelle est la signification de cette visite et qui pensez-vous rencontrer au Kosovo ?

LE PRESIDENT - D'abord, j'irai effectivement en Grèce, mais ce n'est pas lié au sommet de Zagreb. C'est parce que, en tant que Président en exercice de l'Union européenne, je vais faire le tour des pays européens pour la préparation du sommet de Nice et du Traité tendant à modifier les Institutions européennes. Parce que, parmi les efforts que fait l'Union européenne, il y a la modification de ses Institutions pour permettre l'élargissement qui, pour le moment, concerne 12 pays, comme vous le savez, mais qui, demain, en concernera d'autres et notamment ceux dont nous venons de parler et qui seront réunis avec les Européens à Zagreb. Donc, c'est dans ce cadre que je vais faire une visite au gouvernement grec, comme je visiterai les treize autres pays de l'Union européenne.

Comme je ne suis pas loin, j'ai décidé d'aller au Kosovo. Mais là c'est une visite d'un ordre particulier : je vais rencontrer les troupes françaises au Kosovo. Nous avons, vous le savez, des soldats français qui sont là-bas, qui sont dans le cadre du maintien de la paix, dans le cadre du respect des Droits de l'Homme. Une présence sur le terrain déjà depuis un certain temps. Et je veux simplement les voir et leur rendre hommage. Dans la Constitution française, le Président est le Chef des armées. Et donc c'est à ce titre, plus qu'à un autre, que je vais voir les soldats français au Kosovo et leur rendre hommage. J'aurai naturellement l'occasion de rencontrer M. KOUCHNER, qui est le représentant, vous le savez, du Secrétaire Général des Nations Unies pour le Kosovo, et j'aurai l'occasion d'avoir un entretien avec lui.

QUESTION - Monsieur le Président, j'ai préparé une question concernant Nice, parce que c'est la fin de la Conférence intergouvernementale et puis la fin de la Présidence française de l'Union Européenne. Mais vous venez de répondre. Donc permettez-moi de vous demander une chose qui touche beaucoup la région que vous allez visiter. C'est l'autorité du Tribunal de La Haye. Est-ce que les pays de l'ex-Yougoslavie doivent collaborer avec le TPI, le Tribunal de la Haye, comme la Croatie par exemple, complètement, ou bien ils doivent suivre l'exemple de M. Kostunica qui attribue au Tribunal de La Haye plutôt une signification politique et insiste pour que les criminels de guerre soient jugés dans leur propre pays ?

LE PRESIDENT - Vous savez, on parle beaucoup de mondialisation. Et on en parle tout simplement parce que c'est une réalité. Nous sommes dans un monde où les frontières s'effacent, où les biens, les services, les hommes, l'information, ne connaissent plus de frontières. Et où de plus en plus la responsabilité est collective. Il y a encore, malheureusement, dans beaucoup de parties du monde, des régimes qui n'ont pas compris cette évolution et qui essaient de maintenir des systèmes autoritaires qui, forcément, les conduisent à fouler au pied les droits de l'Homme. D'où les horreurs que l'on a pu voir, les misères épouvantables que l'on a vues à la suite de la folie des hommes, qui se laissent aller, sans aucun contrôle de la part des populations qui n'ont rien à dire. Et cela conduit naturellement à des crimes de guerre. Et il y a des criminels de guerre. Il est essentiel que ces criminels soient jugés et punis. C'est essentiel pour l'exemple,

et pour que d'autres se mêtent et ne fassent pas la même chose. Et c'est essentiel pour la morale. Parce que rien ne peut justifier des crimes de cette nature. Rien.

Et donc, il y a naturellement deux possibilités. Il y a encore quelque temps, on aurait pu imaginer qu'il était de la responsabilité de chaque pays de juger ses propres criminels de guerre. Mais chacun sait bien, chacun voit bien que ce n'est plus possible dans le monde tel qu'il est. D'abord parce que, compte tenu des médias, les responsabilités sont immédiatement dénoncées au regard de l'opinion publique internationale. Et ensuite parce qu'il est évident qu'être jugé chez soi est forcément, ou comporte forcément, un risque de partialité, de "combine" -entre guillemets- politique. On s'arrange, on est ou trop sévère, pour des raisons politiques, ou pas assez. Pour des raisons politiques. Et on peut le comprendre. Et donc, il vaut mieux avoir une autorité internationale qui, soit, elle, en dehors des circonstances locales, des circonstances nationales. D'où la création du Tribunal pénal.

Et je rends hommage à la Croatie qui a reconnu ses obligations internationales en ce qui concerne le Tribunal Pénal International. Je suis persuadé, c'est mon intuition, que le Président KOSTUNICA fera de même, parce que c'est un démocrate. Je le crois, j'en suis sûr. Et dans les conclusions du Sommet de Zagreb, il y aura une mention de la nécessité, de l'obligation de reconnaître les obligations internationales concernant le Tribunal Pénal International contre les crimes de guerre .

QUESTION - Monsieur le Président, après votre récente rencontre avec Vladimir POUTINE à Paris, vous avez déclaré que l'Europe repose sur deux axes principaux. Un, l'Europe, l'Union européenne qui s'élargit, et la Russie avec la Communauté des pays indépendants. Quel est le sens de cette nouvelle architecture européenne ? Est-ce que c'est un renouvellement de Yalta ou bien une prise en compte des réalités politiques, du temps où nous vivons ?

LE PRESIDENT - Vous savez, Yalta, pour nous Européens, c'est le synonyme de coupure arbitraire. Et donc tout ce qui fait penser à Yalta, pour nous, fait penser à un mauvais souvenir, quelque chose que nous rejetons. Nous n'aimons pas les barrières entre les hommes. Par conséquent, nous avons toujours dit que l'objectif de l'Europe c'était de permettre l'enracinement de la démocratie et de la paix. Il n'y a pas de paix durable sans démocratie. Toute l'histoire de l'humanité prouve que les régimes autoritaires ont toujours engendré les guerres. Et que la démocratie est plus pacifique. Et donc, notre objectif c'est que l'ensemble de l'Europe, à terme parce que c'est un chemin difficile en raison des particularités, des différents niveaux de développement des pays qui la composent, soit une grande démocratie pacifique et assure la paix et le développement à ses enfants.

Alors, à partir de là, jusqu'où va l'Europe, n'est-ce pas, naturellement ? On peut se poser la question. Dans l'état actuel des choses, il y a la Russie. Et je disais avec Vladimir POUTINE que c'est vrai que la Russie représentait en elle-même un grand ensemble. Est-ce qu'elle est européenne, est-ce qu'elle est asiatique ? Tout ceci peut se discuter. C'est un grand pôle qui connaît des difficultés mais qui les surmontera, qui a sa propre personnalité, sa propre originalité, sa propre culture parmi les plus brillantes du monde, d'ailleurs. Et elle est entourée, pour le moment, des pays de la CEI. Alors, ne préjugeons pas l'avenir. Dans l'état actuel des choses, ce que nous voulons c'est rassembler l'Europe et puis nous verrons plus tard comment évolue la situation à l'égard de la Russie et à l'égard de la CEI. Nous ne voulons fermer aucune porte, mais chaque chose en son temps.

QUESTION - Monsieur le Président, pour terminer cet entretien, et je vous suis reconnaissante parce que vous nous avez accordé beaucoup de temps, de votre temps très chargé, permettez-moi de vous poser une question tout à fait personnelle. Quand est-ce que vous avez l'intention de publier votre traduction de Pouchkine ? Je vous le demande avec l'idée que, peut-être, un beau jour, vous aurez envie de lire ou de traduire les poètes croates Ujevic et Matos qui étaient influencés par la culture française et qui ont vécu de nombreuses années à Paris . . .

LE PRESIDENT - C'est vrai, c'est vrai. Et, notamment pour le second, j'ai une très grande admiration. Pour le premier aussi d'ailleurs. Je n'ai pas fait de traduction de Pouchkine. J'ai traduit Evgueni Oneguine, un petit morceau. . .

QUESTION - Et c'est déjà le plus important.

QUESTION - Et c'est déjà le plus important.

LE PRESIDENT - C'est déjà quelque chose d'important, oui. Mais je crois que ça n'avait pas une très grande qualité. Et quand j'ai voulu le publier, je n'ai pas trouvé de maison d'édition. Il est vrai que j'avais 20 ans, n'est-ce pas, pour le publier. Et, depuis, je ne voudrais pas qu'on utilise le fait que je suis Chef de l'Etat pour faire une publication de complaisance. Alors, j'ai renoncé à ce projet. En revanche, je voudrais vous dire pour terminer que je me réjouis beaucoup d'aller à Zagreb. Je me réjouis d'aller à Zagreb pour plusieurs raisons. D'abord parce que. . .

QUESTION - Votre sixième sens, qu'est-ce qu'il vous dit, votre sixième sens ? Votre intuition, parce que c'est la première fois que vous allez en Croatie. . .

LE PRESIDENT - Eh bien, mon sixième sens est positif. Il est très positif et il est optimiste. Il y a eu entre la Croatie et la France une histoire. Elle est ce qu'elle est. La page est tournée. Et il y a eu aussi, vous le rappelez à l'instant, des relations culturelles très fortes, des influences réciproques dans ce domaine important. Il y a eu un arbre de la paix planté en 1794 à Zagreb, il a été ensuite arraché, mais enfin c'est la vie, n'est-ce pas ?

Aujourd'hui, nous allons, si j'ose dire, moralement le replanter. Je le souhaite. Moralement. C'est-à-dire marquer clairement qu'entre la Croatie, le peuple croate, la France et le peuple français, au-delà des problèmes européens dont nous avons parlé, il y a naturellement un lien de confiance et d'amitié qui doit se reconstituer, qui est justifié, qui est légitime. Et je souhaite qu'au-delà des souvenirs, les bons comme les mauvais, des deux côtés, il y ait cette réalité qui s'impose, des deux côtés, que nous sommes faits pour nous entendre et pour regarder l'avenir d'un même regard. Et je ferai le maximum en ce qui me concerne pour cela. J'ai beaucoup d'estime pour la Croatie, je suis heureux à ce titre d'aller à Zagreb, je suis heureux de voir l'évolution démocratique de ce beau pays et je me dis que nous avons toutes les raisons de cheminer la main dans la main.

QUESTION - Merci beaucoup M. le Président.

LE PRESIDENT - Merci beaucoup.

QUESTION - Et soyez le bienvenu à Zagreb.!

LE PRESIDENT - Je n'en doute pas et je me réjouis d'y aller.